

A-t-on les enseignants qu'il nous faut ?

LE MONDE | 07.02.2014 à 15h19 • Mis à jour le 07.02.2014 à 18h19 | Propos recueillis par Emma Paoli (*journaliste/emmapaoli*)

L'économiste Robert Gary-Bobo, auteur d'une très vaste étude sur le niveau de rémunération des enseignants, estime qu'il faudrait revaloriser les salaires des enseignants d'au moins 40 %.

Vous avez mis en évidence la baisse du traitement des enseignants français entre 1960 et 2004 dans une étude qui a fait grand bruit. Est-ce que cela continue ? Mon étude montre que le pouvoir d'achat du salaire net des professeurs a baissé de 20 % entre 1981 et 2004, soit une diminution de 0,8 % par an en moyenne et ce grignotage se poursuit. En 2014, pour que les enseignants retrouvent, sur leur cycle de carrière, les mêmes espérances de gains que leurs aînés, recrutés en 1981, il faudrait revaloriser les salaires d'au moins 40 %. Aussi incroyable que cela puisse paraître, ces faits montrent que les syndicats ont été incapables de protéger le pouvoir d'achat des professeurs, au moins depuis la première élection de François Mitterrand.

Est-ce que cette stagnation influe sur le profil des enseignants qui arrivent face aux élèves ? Les individus sélectionnent leur profession en fonction de leurs capacités, mais aussi de leurs préférences. La dévalorisation des carrières modifie évidemment les choix individuels d'une manière lente mais inexorable. Les concours sélectionnent de plus en plus de personnes qui valorisent le temps libre et la sécurité de l'emploi. En l'occurrence, le corps enseignant recrute de plus en plus de jeunes femmes cultivées, mariées à des cadres, et qui veulent fonder une famille.

Certes, mais la vraie question est de savoir si cette féminisation a un impact sur l'enseignement ? Ces femmes font bien évidemment d'excellentes enseignantes, là n'est pas la question. Mais leur demander, par exemple, de rester plus longtemps que prévu au lycée pour faire du soutien scolaire ou des heures supplémentaires rencontrera nécessairement des résistances. Pour ces personnes, le temps libre est la contrepartie de leur modeste salaire. En revanche, des horaires à la carte et des tarifs d'heures supplémentaires avantageux finiront par attirer vers l'enseignement des personnes prêtes à « travailler plus pour gagner plus ».

Le faible traitement est plus vrai en début de carrière qu'après ? Il y a les augmentations de salaire à l'ancienneté, certes, mais les enseignants « remontent un escalator qui descend ». Avec l'ancienneté, ils montent d'une marche tous les deux ou trois ans, et sont donc régulièrement augmentés, mais avec l'inflation, la hauteur de chaque marche baisse progressivement. Cette érosion finit par diminuer le nombre de ceux qui se présentent aux concours de recrutement. Les personnes brillantes et ambitieuses s'en détournent de plus en plus souvent.

On aurait pu affecter autrement une partie du budget de l'éducation... Oui, puisque durant la même période, on a régulièrement augmenté le nombre de postes, surtout dans le secondaire, alors que le nombre des élèves inscrits se tassait. Le budget alloué aux créations de postes aurait pu servir à revaloriser les salaires. Pourquoi n'a-t-on pas fait ce choix ? La réponse n'est pas simple, mais il semble bien que cette politique arrangeait tout le monde : administratifs, syndicalistes et politiques. C'est aussi le résultat d'une longue série de négociations et de décisions myopes.

Est-ce qu'à vos yeux le système d'incitation à aller dans les zones difficiles permet d'optimiser les ressources humaines ? Il existe bien sûr quelques primes pour récompenser ceux qui enseignent en ZEP. Mais les études que je connais sur ce sujet montrent que ces primes sont très insuffisantes pour rompre la logique de fuite des enseignants. En fait, les enseignants gagnent presque partout les mêmes salaires. Or, il est beaucoup plus agréable d'enseigner dans un lycée bourgeois que dans une banlieue ouvrière. D'ailleurs, on envoie les professeurs les plus jeunes et les plus inexpérimentés dans les quartiers difficiles ; ils y gagnent leurs galons et sont récompensés, quelques années plus tard, par une mutation, de préférence au sud de la Loire et dans un établissement de centre-ville. Cet état de fait est bien connu, mais il faut des ressources pour en sortir, et on se demande bien comment on les trouvera en pleine crise des finances publiques !